

prenons garde, la dette publique se chiffrera à 54 000 dollars, en moyenne, par famille. En outre, nous avons hérité d'une économie qui avait eu pour effet le chômage d'un million et demi de Canadiens. Il n'y a pas de tragédie plus démoralisante que celle de gens incapables de se trouver un travail rémunérateur. Mon gouvernement considère la création d'emplois comme étant sa priorité absolue, un impératif moral. Point n'est besoin de m'attarder sur les politiques qui ont abouti à une situation aussi déplorable. Qu'il suffise de souligner qu'à l'époque où les économies nationales devenaient interdépendantes, le Canada pratiquait l'isolationnisme et l'interventionnisme. Le gouvernement s'est engagé sur cette voie onéreuse en 1974, en mettant sur pied l'Agence d'examen de l'investissement étranger et, en 1981, le Programme énergétique national. De telles initiatives allaient à l'encontre de notre histoire qui nous avait enseigné que l'accès libre et sans entraves aux marchés mondiaux était pour le Canada la clé d'une croissance économique forte et rapide. Elles traduisaient le principe douteux voulant que la réglementation imposée par les hommes politiques et les hauts fonctionnaires soit préférable aux décisions des particuliers et des entreprises qui se font concurrence sur le marché international.

À l'époque où le Canada pratiquait l'isolationnisme économique, il prenait des mesures qui portaient nos amis et alliés à mettre en doute le sérieux de nos engagements internationaux. Notre appui à l'Alliance atlantique s'est rétréci comme peau de chagrin de sorte qu'aujourd'hui seul le Luxembourg y contribue pour un montant moindre, par habitant, que le Canada. Nous nous sommes trouvés dans une situation telle que nos forces armées comptaient plus de cuisiniers que de combattants. Ce sont là les raisons principales pour lesquelles mon gouvernement tient tant à donner une nouvelle image du pays à l'étranger; il veut démontrer que le Canada est :

- un pays libre, tolérant et indépendant,
- un partenaire commercial fiable,
- un pays qui fait bon accueil aux investisseurs et aux gens d'affaires en général,
- une nation qui croit fermement à la valeur de l'esprit d'entreprise,
- et qui respecte les engagements la liant à ses alliés.

Mon gouvernement a entrepris de donner une nouvelle orientation à l'économie canadienne. À cette fin, il s'est fixé quatre objectifs, qui engagent aussi tous les Canadiens. Notre premier objectif, et celui que nous voulons atteindre dans les meilleurs délais, est de redonner au gouvernement fédéral le sens de sa responsabilité financière. Le déficit croît, d'année en année, depuis dix ans; ainsi la dette nationale progresse beaucoup plus rapidement que l'économie. La croissance ne corrigera pas d'elle-même le déséquilibre entre les recettes et les dépenses publiques. Le retour à la responsabilité financière supposera des choix difficiles. Nous nous sommes déjà attaqués à ce problème. Deux mois à peine après avoir pris les rênes du gouvernement, nous avons pu annoncer une réduction des dépenses et des mesures d'augmentation des recettes de l'ordre de 4 milliards de dollars, sur un budget annuel de 100 milliards de dollars. C'est un premier pas dans la bonne voie.